

# CHAPITRE II - APPROFONDISSEMENTS

## Introduction

1) Chap I = Modèle de base ie « socle »

Deux voies pour approfondissements

Amélioration

Limites

a) Améliorations

= Conservation du cadre général  
(Loi O/D)

+ Relâchements des hypothèses

Rationalité individuelle

Rationalité limitée

Interactions stratégiques

Hypo CPP (ex : Transparence)

+ « Défaillances du Marché »

Ex : Externalités  
Biens publics

Question : Comment « corriger » ?

Réponse : Principalement via État

b) Limites

Micro / Macro

Sociétales / Politiques / Anthropologiques /  
Morales (?)

2) Problématique

A priori tout échange = Jeu à somme positive

Preuve a contrario.

Tout échange est un contrat.

Le Droit fixe les conditions de validité des contrats (Art. 1108 code civil)

« Quatre conditions sont essentielles pour la validité d'une convention :

Le consentement de la partie qui s'oblige ;

Sa capacité de contracter ;

Un objet certain qui forme la matière de l'engagement ;

Une cause licite dans l'obligation. »

Les vices de consentement :

L'erreur (sur la « chose » / sur la personne)

La violence (physique ou morale)

Le dol (manœuvre frauduleuse = tromperie)

L'incapacité (mineurs / majeurs protégés)

L'objet = Ce sur quoi porte le contrat

La cause : la « finalité » du contrat

→ Licéité / Ordre public / Bonnes mœurs

Malgré cela, défaillances possibles

Une question synthétique (cf. J. Tirole, p. 210) :

***« Qu'est-ce qui pourrait faire qu'un échange entre deux parties pose problème ? »***

et donc nécessite une régulation « extérieure » ?

a) des externalités

Le contrat impacte des tiers (voire la société)

En négatif / En positif

Ex : Pollution

## b) Des asymétries d'informations

Rappel : Biens de consommation (Akerlof)

Contrat de travail

Contrat de prêt (Stiglitz)

## c) Capacité cognitive limitée de l'acheteur

≠ Incapacité juridique

≠ Dol

Ex : Prêts subprimes

(Assez proche de asymétries d'informations)

## 4) Manque de discernement de l'acheteur

« *L'acheteur est sa propre victime* » (J. Tirole)

→ Manque de contrôle de soi

→ Référence pour le présent excessive  
(Incohérence temporelle)

Ex : Achats impulsifs (à crédit) / Tabagisme /  
Retraite

## 5) Existence de « pouvoirs de marché »

Ex : Monopoles

## 6) Efficacité sans équité

Ex : inégalités de revenus

Par rapport à CPP, ces « défaillances » :

- soit empêchent l'équilibre concurrentiel
- soit le rendent « socialement » non optimal

**Au total : Intervention de l'État nécessaire**

cf. Complémentarité État / Marché

## 3) Plan idéal

I - Une défaillance du Marché : Les externalités

II - Coopération et compétition : Limites d'une certaine version de l'individualisme

## II – LES EXTERNALITÉS

### Introduction

1) CPP → Efficacité

= Allocation **économiquement** optimale des ressources

Cependant CPP peut ne pas déboucher sur une allocation **socialement** acceptable des ressources :

C'est le cas quand « Externalités »

RQ : Même la CPP nécessitera une « correction »

### 2) Définition

Conséquence sur autrui et/ou la collectivité de décisions individuelles non répercutée dans les prix (le « système des prix »)

donc : N'implique ni coût ni avantage pour  
l'auteur de la décision

Externalité = «Effet collatéral économique »

= Impact des décisions sur des tiers au  
contrat

### 3) Modélisation

Toujours le cadre général Loi O / D

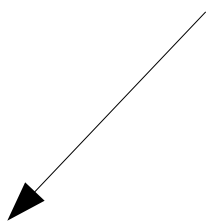
Nécessité d'une **distinction** Individu / Société

→ Coût **individuel** / Coût **social**

→ Gain **individuel** / Gain **social**

Deux types d'externalités : **Négatives** / **Positives**

Deux familles : **Production** / Consommation





Résultat commun :

Un équilibre type CPP :  $(p^*, q^*)$

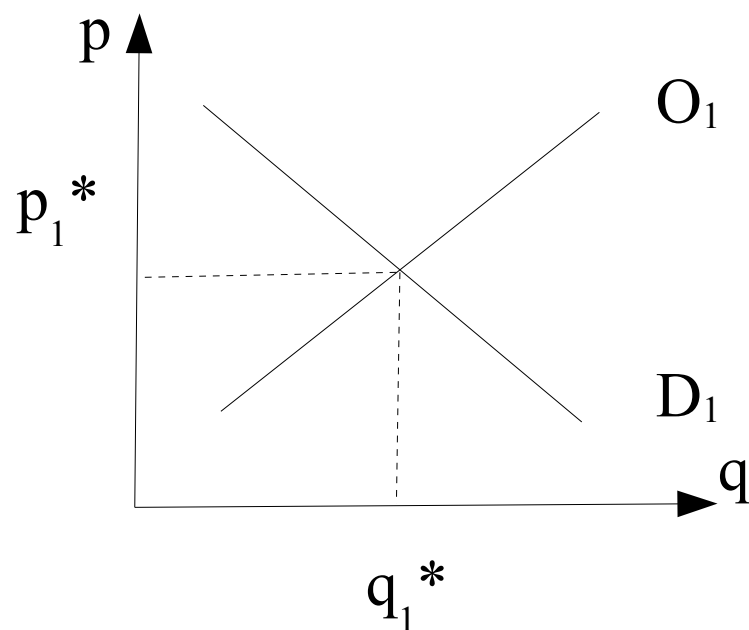
**avec  $q^*$  : Soit « trop » soit « Pas assez »**

## **A – Une externalité négative : La pollution**

### **1 - Analyse du problème**

Soit un secteur polluant... et pas de « conscience écologique » des producteurs (Vaste sujet...)

Si CPP, l'équilibre du marché est :



$(p_1^*, q_1^*) =$  Reflet des intérêts respectifs  
des offreurs et demandeurs

Mais  $q_1^*$  avec méthodes de production polluantes

Les entreprises n'ont **spontanément** aucune  
raison de produire moins que  $q_1^*$  :

en  $q_1^*$  leur  $\Pi$  est max

et : **LE FAIT DE POLLUER NE LEUR  
COUTE RIEN**

Le coût de la pollution est entièrement supporté  
par la collectivité = **Une externalité négative**

On distingue deux types de coûts de production :

**-un « coût privé »** (Coût de production des  
entreprises)

**-un « coût social »**

= Coût privé + « Coût » pollution

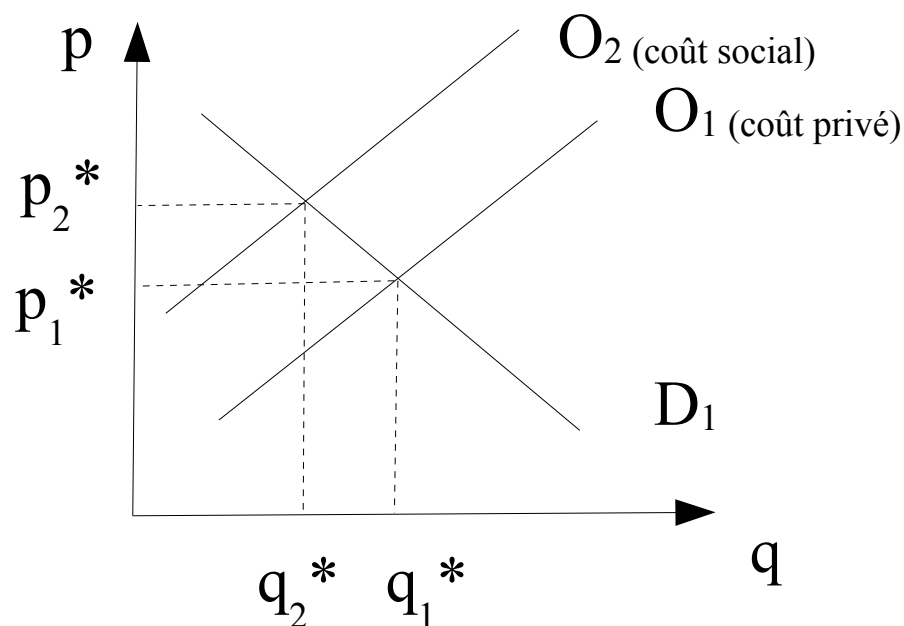
Si on « *internalise l'externalité* » :

Les entreprises supportent le coût de la pollution

Alors  $\uparrow$  coût de production

d'où  $\downarrow$  Offre

d'où nouvel équilibre du marché :



$$(p_2^*, q_2^*) : p_2^* > p_1^*$$

$$q_2^* < q_1^* = \text{Objectif visé}$$

On constate que **spontanément** :  $q_1^* > q_2^*$

→ **Spontanément un marché produit TROP de biens à externalités négatives**

= « Défaillance du Marché »

→ Intervention État

## 2 - Politique publique

Du «- » vers « + » d'État :

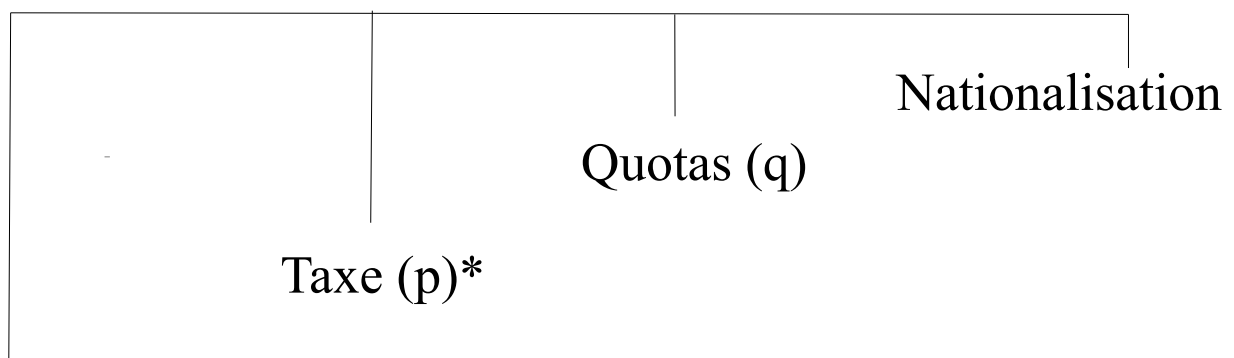
= **Centralisation** croissante

= « **Libéralisme** » décroissant

= Degré de **contrainte** croissant

- Etat

+ Etat



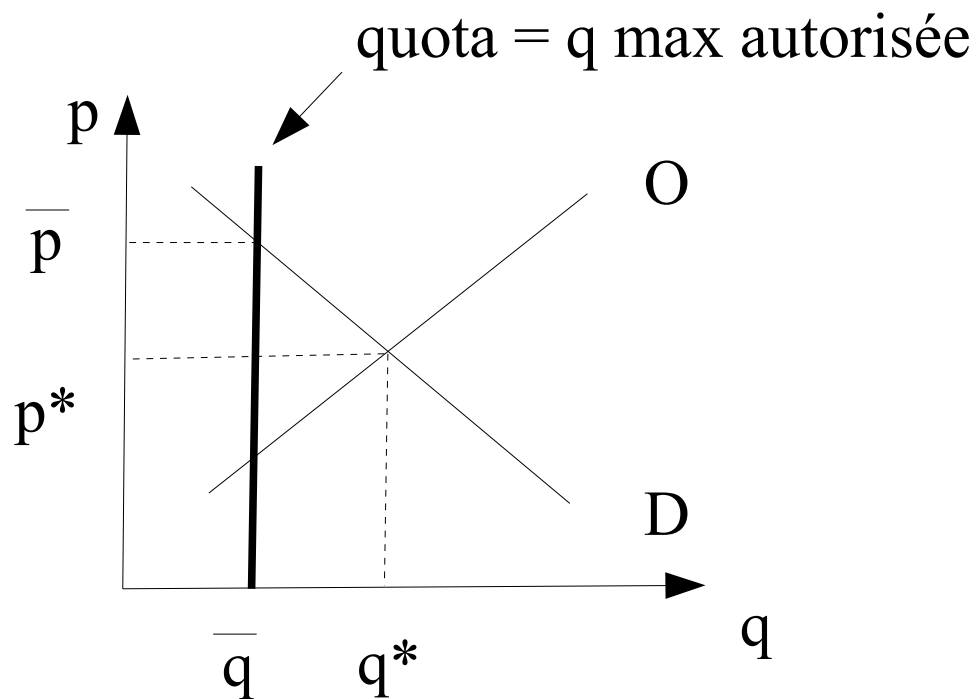
Marché de droits à polluer

## a) Nationalisation

Pas d'actualité

Sinon  $\rightarrow$  Coûts + «Incidence fiscale »

## b) Les quotas



**Nouvel équilibre :  $(\bar{p}, \bar{q})$**

Avec:  $\bar{q} < q^*$

$\bar{p} > p^*$  (Effet désiré car  $\downarrow q_D$ )

Réduction Surplus global

Partage de la perte en surplus dépend des pentes des courbes O/D (élasticités)

Et :  $\uparrow p : \rightarrow$  Exclusion d'une partie des consommateurs

$\rightarrow \uparrow$  Profits pour certaines entreprises  
(« *profits d'aubaine* » ?)

= Un **choix politique**

Commentaire (Au passage) :

Retour sur usage et pertinence du modèle

## c) Une taxe

A.C. Pigou (1920)

Décision n°1 : Comment recouvrer la taxe ?

Via les producteurs ? Via les acheteurs ?

→ **Incidence fiscale**

Décision n°2 : Montant de la taxe

Admettons : « *Pollueur payeur* »

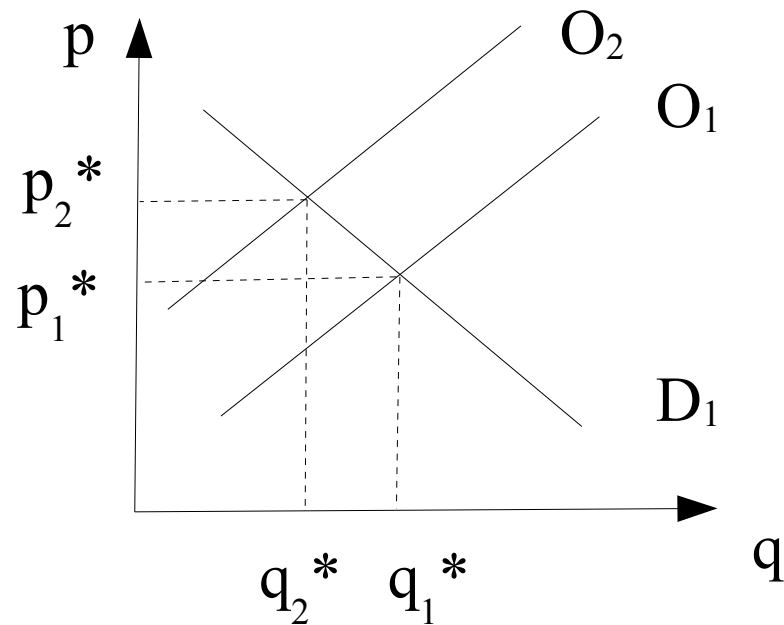
= La taxe est prélevée sur les entreprises

= ↑ Coûts de production

→ ↓ **Offre**

Idem chap.I sur Incidence fiscale

## Graphique récapitulatif :



$$(p_2^*, q_2^*) : \quad p_2^* > p_1^*$$

$$q_2^* < q_1^* = \textbf{Objectif visé}$$

Réduction Surplus global



## Remarques sur Quotas et Taxes

L'objectif est le même : Réduire  $q$

Mais trois différences majeures :

- Les entreprises peuvent « refiler » la taxe aux consommateurs (Incidence fiscale)

d'autant plus facilement que Demande inélastique (cf.  $E_{D/p}$  )

- Une taxe = Recettes fiscales qui compensent la perte de surplus !...

...pourvu que l'État en fasse bon usage...

Rappel : Une subvention publique s'analyse de la même façon mais « à l'envers »

- Quota → Le prix reste un « prix de marché »

## **d) Le marché des droits à polluer**

**Idéologiquement** original et intéressant :

On corrige les défaillances **du marché** par  
**le Marché**

= On crée un nouveau marché censé réguler  
le marché à externalité négative

Le principe :

Soient des produits « polluants » (Production)

Début de chaque année :

L'État annonce un montant total annuel max de  
« pollution acceptée »

= une quantité max émission CO<sub>2</sub>

Ce montant total est divisé en un nombre de  
« Droits à polluer » = Des titres

Le tout est « distribué » aux entreprises

Clé de répartition = Prorata volume production individuelle prévue pour l'année

## **Marché des droits à polluer**

**= O / D des « Droits à polluer »**

Une entreprise qui pollue « moins »

Des « droits » à vendre = Des gains

Une entreprise qui pollue « trop »

Achat de « droits » = Un coût

**Prix du « Droit à polluer » = f (O, D)**

**Mise en place :**

pour le Monde : Kyoto 1997 puis 2008

pour l'UE : 2003

RQ : Si dépassement global alors taxes

### **Avantages / Quotas et Taxes :**

- Pas de coût de l'intervention publique
- Davantage de liberté pour les acteurs

RQ: liberté = responsabilité

### **Limite :**

L'autorégulation via la loi O / D peut-être  
«contre-productive »

Ex: Si forte baisse des prix des « droits » pour  
raisons macro-économiques

→ Incitations à polluer davantage

## **B – Externalité positive (L'innovation)**

Externalités positives :

**Du « bien » à autrui sans gain en retour**

Des « classiques » :

L'apiculteur et le producteur de fleurs

La formation, la recherche, l'innovation

Un **risque** = Les « profiteurs »

Ex : Imitateurs / Copieurs /

= «Free riders»

Conséquence possible = **désincitation**

(Ici: Possible = Fort probable)

# **1 – Analyse du problème (L'innovation)**

Parfait symétrique des externalités négatives

**Problématique :**

L'innovation = Moteur de la croissance

J. Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie* (1942)

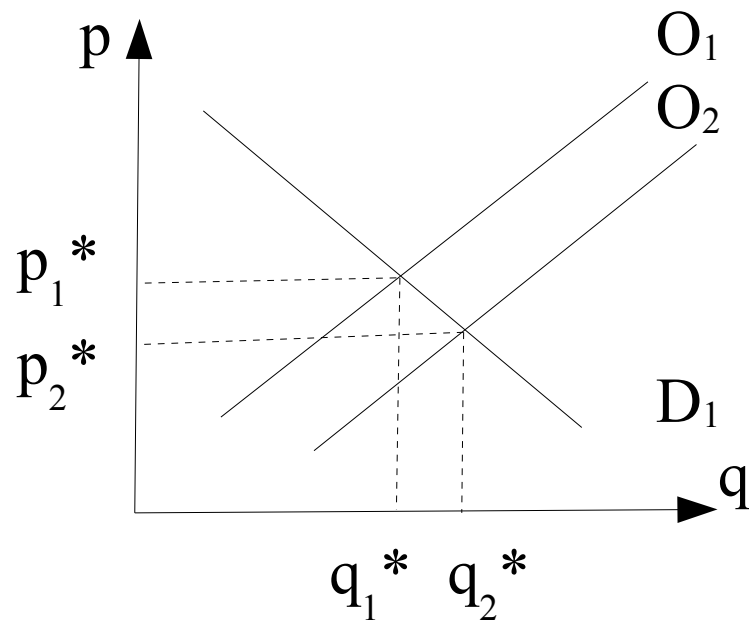
Innovation  $\neq$  Découverte

Innovation suppose rentabilité

cf. Cours 1A

**→ Protéger les innovateurs... mais pas trop !**

## Un graphique récapitulatif :



$O_1$  : Offre sans internalisation des gains externes liés à l'innovation

$O_2$  : Offre avec internalisation des gains

## Comparaison des équilibres :

$$p_2^* < p_1^*$$

$$q_2^* > q_1^*$$

Augmentation du surplus global

→ **Spontanément un marché produit « TROP PEU » de biens à externalités positives**

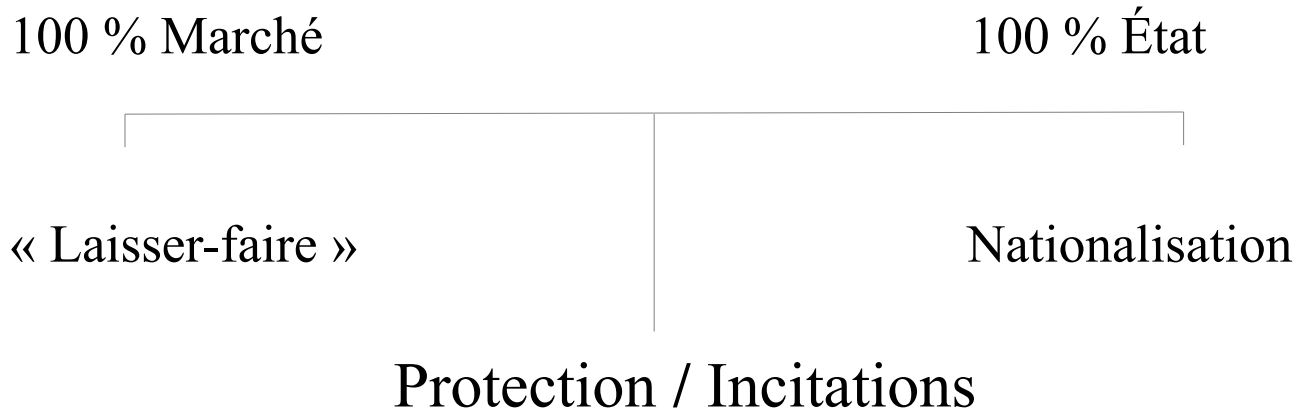
= « Défaillance du marché »

→ intervention État

Rappel : On est toujours en CPP

## **2 – Politique publique**

Spectre des possibles (du « - » vers le « + » État)





En pratique :

**Protection :** Brevets  
Licences  
Marques

en France : **INPI** (Institut National de la  
Propriété Industrielle)

**Incitations :** Subventions

Limites : - Trop de protection « tue » l'innovation

- Subventions : Coût d'opportunité  
Incidence fiscale

**Réflexion** à propos des externalités positives :

**La gratuité est une cause de la Richesse !**

Apiculteur et Producteur de fleurs

Quartier d'affaires

« Pôles d'excellence »

La formation

Mais une tendance générale du **capitalisme** :

du « gratuit collectif » → des marchandises...

**Conclusion générale**

Complémentarité Marché / Etat